



## Il est possible de gagner !

C'est même indispensable et c'est la raison de l'organisation des salariés en syndicats : seule la lutte collective permet d'opposer victorieusement la force unie des salariés à la force dominante des possédants dans notre société.

On peut perdre de vue cette fonction et cette possibilité de vaincre dans un contexte social, politique, national et international qui paraît donner des ailes aux patrons des grosses entreprises et des banques.

Par ailleurs, les manœuvres habiles du président de la République pour tenter de mettre au premier plan des problèmes importants mais secondaires comme la représentativité, le financement des organisations syndicales, ce qu'il appelle le dialogue social, permettent de mettre l'accent sur les différences entre les organisations syndicales, leurs rivalités, **ce qui les divise**.

Pour les raisons qui ont déjà été exposées dans ces lignes, le rapport de forces semble aujourd'hui extrêmement favorable au patronat et à ce qu'on peut appeler rapidement la droite.

La mondialisation de la domination des très grandes entreprises et des financiers spéculateurs et la tentative des Etats-Unis de conserver leur suprématie sur le monde, non disputée sur le fond depuis la disparition de l'Union Soviétique, nous imposent un monde sauvage où la démocratisation de la vie publique et politique telle que les luttes l'ont élaborée en France depuis la Révolution française, n'existe pas encore.

Sur un fond d'apparition de nouvelles puissances nationales (Chine, autres pays d'extrême orient ou d'Amérique du sud, ou supranationales comme l'Europe) **ce qu'on appelle le néo-libéralisme est un avatar sauvage du capitalisme financier qui tente, ça et là, d'élaborer des règles du jeu qui sanctionnent les influences respectives**. Elles doivent aussi faire semblant de prendre en compte les aspirations des salariés.

L'organisation des salariés au niveau mondial ou même européen est encore largement en retard sur celle des prédateurs de l'économie.

Nos dirigeants politiques et patronaux tentent toujours de faire glisser le terrain des règles du jeu, des lois, des « obligations internationales » européennes ou pas ; du cadre français au cadre européen pour placer la confrontation avec les salariés sur un terrain où le rapport de forces leur est plus favorable.

Pour revenir à notre pays, il nous semble qu'il est plus intelligent d'aborder les problèmes de représentativité, de financement, etc., dans une position offensive de la part des salariés et de

construire immédiatement et sans perdre de temps la lutte unitaire contre les attaques incessantes du gouvernement et du patronat.

En 1959, le parti social démocrate allemand abandonnait à Bad Godesberg l'objectif de changer la société, pour celui de l'adapter le moins mal possible pour les salariés.

Aujourd'hui, le parti socialiste français propose comme objectif de son prochain congrès une « économie sociale et écologique de marché régulée par la puissance publique » et « un secteur privé dynamique ».

**C'est dire, à notre avis, qu'il n'est pas vraiment temps de se chamailler entre organisations syndicales pour des affaires internes.** Elles ont certes leur importance, surtout si on cherche à préserver ce qui est une caractéristique majeure du syndicalisme français : **le syndicalisme de transformation sociale**, représenté principalement par la CGT, la FSU et Solidaires. Mais il est plus qu'urgent de coordonner nos forces dispersées pour avancer de quelques crans dans la lutte commune, coordonnée, convergente, contre les effets et les causes d'un politique désastreuse pour les services publics et les salariés en général.

A l'intérieur même de la FSU, notre courant de pensée a un rôle majeur que certains ont tendance à sous-estimer : le rassemblement, au plus haut niveau, de la plus grande partie possible des salariés, et des usagers des services publics.

Seul, notre courant de pensée, **structurellement**, est capable de travailler **sans exclusive, sans ostracisme, sans a priori ou condition politicienne**, au rassemblement indispensable des salariés.

Notre courant, et c'est par ailleurs une de ses difficultés, rassemble des camarades d'opinions politiques partisans très diverses. Il ne fait pas de l'adéquation de son orientation avec une organisation politique son axe de travail et de militance.

Conscient que nous vivons et luttons dans une époque d'affrontement dur avec un adversaire très habile et intelligent, nous militons pour **rassembler, rassembler et rassembler encore, sur des bases de transformation d'une société dont la logique actuelle est folle, au bénéfice de la plus large partie de la population : celle qui a besoin des services publics ou qui y travaille.**

**Il est possible de gagner, disons-nous en titre.** Les salariés transférés des collèges et de l'équipement au conseil général **ont gagné complètement** dans la lutte de neuf mois qu'ils viennent de mener pour obtenir l'abandon d'une injustice : l'inégalité de régime indemnitaire des agents de catégorie C. Ils vont gagner en moyenne 140 euros de plus par mois, ce qui est considérable sur une paie d'agent de catégorie C. Ils vont gagner une prime de fin d'année de plus de 700 euros. Ils ont gagné une dignité retrouvée et le sentiment qu'ils peuvent poursuivre la lutte pour aborder en bonne position les négociations salariales que le président du conseil général a été contraint d'ouvrir.

Tout cela, ils l'ont gagné par leur lutte unie : **Grâce à la FSU** qui est entrée dans cette lutte dès son début en octobre 2007 et a participé très activement à son orientation unitaire, **cette lutte a été victorieuse.** L'intersyndicale est restée complètement unie jusqu'à ce jour. Le résultat, concret, montre qu'il est possible de gagner, même aujourd'hui.

Mardi matin, salle 705 du complexe de la République, dans le cadre de la journée de grève et d'action pour défendre la fonction publique et les services publics, la FSU organise une rencontre des salariés de la fonction publique en lutte. Au-delà des salariés de l'éducation nationale, des salariés des impôts, de la météorologie nationale et d'autres services publics viendront s'exprimer et essayer de faire converger leurs luttes.

L'heure n'est pas au pessimisme.